

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande
Publiée avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique

Tome 36 numéro 3/4

Juillet – Décembre 2004

L'ALLEMAGNE ET L'ELARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE A L'EST
(Textes réunis et publiés par François BILGER)

François BILGER

Introduction

Eric DUGRAFF

L'intégration économique entre l'Allemagne et les pays d'Europe centrale

Sabine URBAN / Axel GERHARDT

L'industrie allemande et l'Europe élargie à l'Est

Michel DESHAIES

La question énergétique en Allemagne et dans les pays d'Europe centrale

Bernard LUDWIG

Victor Basch et l'Allemagne. Esquisse d'une relation particulière

Claire ASLANGUL

Images de la violence – violence de l'image

Fabien THEOFILAKIS

Les prisonniers de guerre allemands en mains françaises au sortir de la Seconde Guerre Mondiale

Jean-Marc DREYFUS

Un symbole disputé : la bibliothèque de l'Institut scientifique des Alsaciens-Lorrains à Francfort après la Seconde Guerre mondiale

Béatrice BONNIOT

**Occupation et représentation culturelle française en Allemagne.
La réouverture de l'Institut français de Berlin après la Seconde Guerre mondiale**

Georgi VERBEECK

La présence du passé : la Zeitgeschichte allemande après la réunification

Jean-Pierre DUBOIS

Projet de manuel d'histoire franco-allemand

INTRODUCTION
L'ALLEMAGNE ET L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION
EUROPEENNE A L'EST : CHANCES ET RISQUES

par François BILGER*

Le 1er mai 2004, l'Union Européenne a réalisé le cinquième et plus important élargissement depuis ses débuts en intégrant d'un seul coup dix nouveaux pays membres, du sud (Malte, Chypre), du nord (Lituanie, Lettonie, Estonie) et surtout du centre du continent (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie). Il est clair que, du fait de la proximité géographique et des liens historiques avec les huit pays ayant appartenu à l'ancien bloc communiste, l'Allemagne est plus que tout autre ancien pays membre, directement concernée par cette vaste extension du périmètre de l'Union à l'Est.

Pour elle, cette « réunification de l'Europe » constitue d'abord, après sa réunification nationale, un événement politique favorable. Elle était autrefois située sur la ligne de front de la guerre froide puis, plus sereinement, à partir de l'effondrement du bloc de l'Est, à la frontière orientale de l'Union Européenne à 15. Elle se retrouve à présent, comme la France, au centre de la nouvelle Union Européenne à 25 et, comme elle, entourée de toutes parts, à la seule exception de la Suisse, de partenaires de cette Union. La commune appartenance de l'Allemagne et de ses voisins d'Europe centrale et orientale à une communauté de peuples libres impose, après une histoire particulièrement agitée, la cicatrisation définitive des blessures du passé. Ainsi s'achève, du moins en Europe, la « normalisation politique » que la République Fédérale n'a pas cessé de rechercher depuis la fin de la 2ème Guerre mondiale¹.

* Professeur émérite de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg.

¹ Cette normalisation n'est cependant pas tout à fait achevée. Elle se poursuit à présent au plan mondial par la recherche d'un rôle militaire plus actif dans les opérations internationales et surtout par la revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE 2004



© Centre d'information sur l'Europe – Sources d'Europe - 2004

Simultanément, cette nouvelle situation géopolitique rend la politique allemande plus « européenne ». S'ajoutant à la disparition du risque soviétique, elle induit une certaine émancipation de la tutelle américaine et un rapprochement avec la conception française de la politique internationale. Avec l'extension du marché intérieur et la prééminence des relations intra-communautaires (dorénavant 70 % des relations extérieures allemandes), elle entraîne aussi, en dépit de tensions ponctuelles inévitables, un rapprochement avec la conception française de la politique économique, notamment sur le plan monétaire et budgétaire ainsi que dans le domaine industriel.

Il est cependant intéressant de constater que ce nouveau renforcement de la communauté de destin et de l'entente franco-allemandes ne s'accompagne pas d'une dominance accrue du couple franco-allemand dans l'Union élargie, bien au contraire. Cela s'explique à l'évidence d'abord par le simple fait que l'accroissement du nombre de pays membres dans une structure institutionnelle les mettant tous quasi sur un pied d'égalité affaiblit mathématiquement l'influence de chacun, fût-il le plus grand. Mais cela s'explique surtout par les conceptions des nouveaux pays membres. Fraîchement émancipés de la tutelle soviétique, la plupart d'entre eux demeurent soucieux de bénéficier de la protection américaine à leurs frontières orientales. En outre, impatients de rattraper leur retard économique ou même de faire table rase du passé, ils n'hésitent généralement pas à subordonner la solidarité sociale à la liberté économique. Ils n'adhèrent donc actuellement ni au modèle français de politique internationale ni au modèle allemand d'économie sociale de marché. Comme cela était déjà manifeste avant l'élargissement², c'est la conception britannique de l'intégration européenne qui tend à s'imposer dans l'Union et encore davantage au sein de l'Union élargie : une zone de libre échange bien organisée et mâtinée de coopération politique. Il n'est évidemment pas exclu que les positions des nouveaux pays membres évoluent avec le temps, à condition toutefois que l'Allemagne comme la France restaurent leur leadership par des initiatives politiques convaincantes et surtout par des performances économiques incontestables.

À cet égard, il faut bien constater que l'ancien pays du « miracle économique » est fort loin aujourd'hui de rééditer les succès d'antan³. Ce n'est donc pas sans une certaine appréhension qu'il aborde la confrontation économique et sociale avec les nouveaux pays membres. Jamais en effet l'écart de développement et de productivité mais aussi de salaires et de taxes fiscales et parafiscales entre anciens et nouveaux membres de l'Union n'aura été aussi considérable. La question se pose donc de savoir si l'intégration économique des pays d'Europe centrale constitue une chance ou un risque pour l'économie située en première ligne, un coup de fouet permettant de tirer l'économie de sa langueur ou au contraire un facteur d'aggravation de sa crise rampante. Ce qui est certain en tout cas, c'est qu'elle représente pour l'Allemagne « le plus grand défi économique depuis 1989-90 » (Joschka Fischer).

Les risques ne manquent pas mais ne doivent pas être surestimés. Celui d'une vaste immigration de travailleurs étrangers supplémentaires sur un marché du travail déjà caractérisé par un chômage massif et par voie de conséquence d'une surcharge du système de protection sociale a suscité initialement le plus d'inquiétudes. Mais la décision du gouvernement allemand de maintenir les restrictions autorisées à la libre circulation des travailleurs jusqu'à la fin de la période transitoire de sept ans, soit jusqu'en 2011, ainsi qu'une loi plus restrictive sur l'immigration ont largement atténué ces craintes. Pas ailleurs, l'Allemagne souffre déjà lourdement du poids de la réunification et peut craindre que l'intégration des pays d'Europe centrale aggrave encore fortement ses charges alors qu'elle est déjà le principal contributeur au budget de l'Union. En fait, l'aide communautaire aux nouveaux membres d'ores et déjà programmée sera pour l'Allemagne d'un

² François BILGER, « Le couple franco-allemand dans l'intégration économique européenne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 30, n° 3, juillet-septembre 1998, p. 333.

³ François BILGER / Éric RUGRAFF « Les trois chocs de l'économie allemande », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 35, n° 4, octobre-décembre 2003, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2853, 9 juin 2004.

ordre de grandeur nettement inférieur à celle accordée à l'ex-RDA. Elle ne représentera qu'environ 0,5 % de son PIB par an au lieu des 3,5 à 4 % versés annuellement aux Länder de l'ex-RDA. Et elle entraînera un taux de retour particulièrement favorable à l'Allemagne, puisque celle-ci réalise près de la moitié des exportations ouest-européennes vers les pays d'Europe centrale. Il est vrai que la Commission européenne souhaiterait pour l'avenir (programmation budgétaire 2007-2013) un léger accroissement du budget européen global, mais l'opposition du gouvernement allemand comme d'ailleurs du gouvernement français, en raison notamment de leurs grandes difficultés budgétaires nationales, limitera certainement cet accroissement et maintiendra le budget communautaire non loin de son niveau actuel d'environ 1 % du PIB de l'Union.

Le risque principal et en apparence le plus dangereux pour l'Allemagne est incontestablement celui d'une amplification des délocalisations déjà fort nombreuses d'entreprises ou d'établissements vers les pays si proches d'Europe centrale et donc d'une accélération de la désindustrialisation et d'un nouvel affaiblissement du « Standort » industriel allemand. L'économie allemande souffre déjà à l'heure actuelle d'une nette insuffisance de créations d'entreprises et d'emplois pour la résorption de son chômage massif. La pénurie est particulièrement sensible dans les régions frontalières de la Pologne et de la République tchèque, en reconversion industrielle difficile depuis la réunification. Or les coûts salariaux et les charges fiscales des pays d'Europe centrale sont particulièrement attractifs pour les entreprises, l'écart par rapport aux conditions allemandes étant en moyenne respectivement de 1 à 4 et de 1 à 2 et donc l'incitation à délocaliser la production très forte.

Il est certain que la réalisation d'importants transferts d'unités de production industrielles ou même d'activités tertiaires en vertu de ces disparités ne faciliterait pas et pourrait même handicaper sérieusement le redressement de l'économie allemande, engagé actuellement par de courageuses réformes sociales⁴. Mais, à vrai dire, l'impact des délocalisations dans les pays d'Europe centrale sur le redressement engagé de l'économie allemande ne serait pas aussi négatif qu'il peut paraître à première vue. En Allemagne comme ailleurs, ces opérations peuvent être des « jeux à somme positive » pour tous les participants. D'abord, nombre de délocalisations permettent d'assurer la pérennité de productions qui ne seraient plus rentables en Allemagne même ou d'ouvrir de nouveaux marchés aux firmes allemandes. D'ailleurs la majorité des exportations des pays d'Europe centrale sont actuellement encore assurées par des entreprises délocalisées. Cette « externalisation » d'activités généralement à forte intensité de main-d'oeuvre évite aussi dans bien des cas des migrations vers l'Allemagne, en déplaçant le capital et la technologie vers le travail plutôt que l'inverse, et assure simultanément une rentabilité plus élevée du capital allemand. D'autre part, si les entreprises allemandes sont contraintes ou ont intérêt à délocaliser, il est de toute évidence préférable qu'elles y procèdent dans ces pays limitrophes plutôt que dans les lointains pays asiatiques où les exportateurs allemands ont des positions moins dominantes. Les échanges avec ces pays sont déjà intenses et seront à l'avenir encore intensifiés du fait de la suppression totale des barrières douanières qui vient d'intervenir. Enfin il n'est pas douteux que la menace de délocalisation est devenue depuis peu un moyen d'assurer la discipline salariale et la flexibilité du travail, voire même d'obtenir une remise en cause d'avantages sociaux acquis, de réduire ainsi les coûts de production et de sauver des entreprises et des emplois sur place. L'accord conclu en 2004 chez Volkswagen prévoyant un gel des salaires de trois ans contre la garantie de la stabilité des emplois jusqu'en 2011 est emblématique à cet égard. Des accords semblables ont été négociés chez Mercedes, Bayer, Siemens... C'est ce que l'on appelle, dans le jargon des économistes, la « délocalisation négative ». Il est évident que celle-ci ne peut pas gêner le plan de redressement du gouvernement, bien au contraire.

Mais ce qui inquiète surtout le gouvernement allemand, c'est le risque de dumping fiscal et plus précisément la répétition à grande échelle en Europe centrale de ce qu'on a appelé « le modèle

⁴ Gilles LEROUX, « Les réformes sociales des gouvernements Schröder », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 35, n° 4, octobre-décembre 2003.

irlandais ». Ce système, à savoir la baisse systématique des impôts et taxes nationaux sur les entreprises à l'aide des subventions budgétaires européennes, associée à une durée du travail relativement élevée, a valu à l'Irlande une industrialisation accélérée grâce à l'afflux massif d'investissements directs étrangers. Il en est résulté un processus de rattrapage économique spectaculaire et le passage en une dizaine d'années d'un PIB par tête inférieur à la moyenne communautaire à un PIB par tête nettement supérieur. Pays le plus pauvre de l'Union Européenne en 1988, l'Irlande se retrouve depuis 2002 au second rang pour le revenu par tête après le Luxembourg. L'Espagne aussi a réussi, grâce à l'aide européenne, une progression remarquable. Les situations peuvent donc évoluer très rapidement. Rien n'exclut qu'avec une aide communautaire qui sera portée progressivement jusqu'à 4 % de leur PIB en 2013 et une accélération des investissements internationaux, les pays d'Europe centrale puissent connaître une évolution sinon aussi brillante du moins assez semblable. Mais un tel processus, pour souhaitable qu'il soit au bénéfice des pays moins développés et pour l'équilibre de toute l'Union, pourrait éventuellement constituer un frein non négligeable au développement de l'Allemagne. C'est la raison pour laquelle le gouvernement allemand plaide à présent à son tour pour une certaine harmonisation fiscale dans l'Union, les chances de succès étant cependant faibles puisque cette matière relève toujours de la règle de l'unanimité au sein de l'Union.

Si, au regard des risques encourus, l'élargissement à l'est peut réserver quelques déboires à court terme à l'économie allemande, il ne faut pas négliger les chances au moins aussi grandes qu'elle lui offre en contrepartie à court comme à long termes. C'est ce que met particulièrement en évidence la contribution d'Éric Rugraff à ce numéro. Celui-ci montre que l'Allemagne n'a pas attendu mai 2004 pour prendre une part prépondérante dans le commerce et les investissements des nouveaux pays membres d'Europe centrale. En une quinzaine d'années depuis la chute du mur et l'effondrement du bloc communiste, elle a pris la place de l'URSS comme partenaire économique majeur de ces pays, refaisant de l'espace centre-européen une sorte d'« hinterland » économique et industriel, comme ce fut déjà le cas avant la 2^{ème} Guerre mondiale. L'économie allemande et en particulier celle des Länder orientaux est donc bien placée dès à présent pour tirer le meilleur profit de l'intégration de ces pays. Une croissance supérieure à la moyenne communautaire et une propension à importer élevée en raison des immenses besoins insatisfaits, des investissements étrangers et de l'aide communautaire entraîneront nécessairement une forte poussée des importations industrielles. La spécialisation des exportations allemandes en machines et biens d'équipement sera à cet égard particulièrement favorable.

Par ailleurs, comme le note Éric Rugraff, un examen attentif de l'interdépendance économique et des délocalisations déjà effectuées par les entreprises allemandes dans les pays d'Europe centrale montre que, bien loin de détruire des emplois en Allemagne, elles contribuent souvent à assurer, par une intelligente division verticale du travail, la compétitivité des productions et exportations allemandes et donc aussi la sauvegarde de nombreux emplois en Allemagne même. L'ampleur des flux intra-branches et intra-firmes dans le commerce avec ces pays confirme l'importance de cette décomposition des processus de production en fonction des avantages comparatifs des pays concernés. En faisant fabriquer une part de leurs produits à faible valeur ajoutée dans cet « hinterland », comme l'avaient fait il y a vingt ans les sociétés japonaises en s'appuyant sur les pays émergents d'Asie, les exportateurs allemands ajoutent une compétitivité-prix salutaire à leur compétitivité hors prix traditionnelle (spécialisation, qualité, robustesse, service après-vente ...). L'importation destinée à la transformation et réexportation (exportinduzierter Import) représentait déjà en 2002 plus du tiers de l'export allemand total (38,8 % contre 26 % dix ans plus tôt). L'établissement de ces réseaux de production transnationaux (le *made by* remplace le *made in*) est sans doute l'une des causes du succès persistant du commerce extérieur allemand. Si l'Allemagne s'avère être le « champion du monde de l'exportation d'emplois » (Der Spiegel), elle est aussi redevenue en 2003 le leader mondial de l'exportation de produits et son solde commercial retrouve

les niveaux antérieurs à la réunification. Il y a certainement un lien entre les deux phénomènes⁵. Le salut d'une économie allemande en perte de vitesse depuis une dizaine d'années et peut-être aussi, à travers elle, de toute la zone euro viendra-t-il de l'Est ? Ce n'est pas exclu.

Élargissant l'analyse économique aux données historiques, politiques et culturelles de la « Mitteleuropa », Sabine Urban et Axel Gerhardt montrent cependant combien les processus d'intégration sont complexes. Les difficultés rencontrées avec la réunification allemande, tant dans les esprits que sur le terrain socio-économique ou même politique, ne pourraient-elles pas se renouveler, à une échelle plus grande, avec l'absorption des pays d'Europe centrale dans l'Union Européenne ? Ils remarquent toutefois que les conditions sont assez différentes, dans la mesure où l'élargissement a été précédé, contrairement à la réunification allemande, d'une longue période de réformes internes, d'investissements productifs étrangers et d'aides publiques de pré-adhésion. On peut ajouter l'absence d'exode massif de main-d'œuvre jeune, le réalisme et la flexibilité des taux de change et le non-alignement des salaires et de la législation sociale, du moins pour le moment, toutes caractéristiques garantissant, au moins pour un certain temps, la compétitivité des nouveaux pays membres. Il n'en demeure pas moins que les opportunités offertes à l'industrie ouest-européenne et en particulier allemande ne seront vraiment exploitables et bénéfiques de part et d'autre, aux yeux des auteurs, que si les entreprises occidentales modifient leurs stratégies de management. Celles-ci devraient, selon eux, rechercher la coopération plutôt que la « vassalisation » et donc s'orienter vers un partenariat économique et un modèle social plus humanisés.

Un autre aspect du développement économique conjoint de l'Allemagne et des pays d'Europe centrale risque de poser problème. C'est la question énergétique dont Michel Deshaies démontre qu'elle constitue un enjeu écologique majeur pour toute la région. En Allemagne, comme dans la plupart des pays d'Europe centrale, les combustibles fossiles (charbon, lignite) jouent depuis toujours un rôle primordial dans la production d'électricité et sont à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre en quantités considérables et bien supérieures à la moyenne européenne. Si la pollution de l'air a fortement diminué dans les nouveaux pays membres depuis la chute des régimes communistes, les besoins prévisibles de l'Allemagne en électricité entraîneront un recours accru aux énergies fossiles, en dépit de leur caractère extrêmement polluant. Ils risquent donc de conforter voire de développer leur production en Allemagne aussi bien qu'en République tchèque et surtout en Pologne devenue le premier fournisseur de charbon de l'Allemagne. Conséquence paradoxale et perverse de la décision de sortie du nucléaire du gouvernement allemand ! En dépit de l'effort accru de l'Allemagne en faveur des énergies renouvelables, la mise en œuvre du protocole de Kyoto imposera tôt ou tard un réexamen de toute sa politique énergétique.

En définitive, il ressort de l'ensemble des contributions consacrées aux relations économiques entre l'Allemagne et les pays d'Europe centrale que l'élargissement du 1^{er} mai 2004 n'a pas entraîné un bouleversement de la situation antérieure. C'est la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 qui doit être considérée comme la date charnière d'une rupture historique. L'élargissement constitue plutôt l'aboutissement et la consolidation d'un processus de rétablissement des liens historiques entre ces pays, qui a débuté quinze ans plus tôt. Mais en pérennisant l'arrimage des pays d'Europe centrale à l'Union Européenne et en faisant bénéficier ces pays de la manne communautaire, il donne une nouvelle et puissante impulsion aux relations entre l'Allemagne et les pays d'Europe centrale, avec leurs chances et leurs risques. Et il est probable que cette fois, contrairement à ce qui s'est passé dans le cas de l'intégration de la RDA, les chances

⁵ François BILGER, « Mutations à l'Est et processus d'intégration européenne », *Échanges*, février 1992.

l'emporteront nettement et rapidement sur les risques, aussi bien pour l'Allemagne que pour les autres pays de l'Union européenne.

LE PIRE N'EST JAMAIS SUR (22 mars 2005)

La publication du texte sur « l'Allemagne et l'élargissement de l'Union Européenne à l'Est » a suscité des réactions assez disparates mais dont le point commun - comment s'en étonner dans l'ambiance de crise actuelle? - est un certain pessimisme concernant les perspectives économiques ou sociales aussi bien de l'Allemagne que des pays d'Europe centrale et orientale ou de l'Europe dans son ensemble. Sans méconnaître les risques réels pesant sur tous ces pays, il me semble qu'une vision un peu moins sombre n'est pas injustifiée.

En ce qui concerne tout d'abord l'Allemagne, on peut estimer qu'elle a probablement atteint, après quatre années de quasi stagnation économique et de difficultés sociales croissantes, le point d'inversion de la tendance. Toutes les reprises de l'économie allemande se sont caractérisées dans le passé par le processus suivant: reprise de la demande mondiale et donc de l'exportation allemande puis relance de l'investissement dans le secteur exportateur et enfin diffusion de cette reprise à la consommation puis à l'investissement internes. Ce processus traditionnel semble s'être grippé à partir de 2003 quand, malgré un fort développement de l'exportation, la demande interne n'a pas pris rapidement le relais. Une sorte de dualisme économique s'est ainsi établi entre un secteur international très dynamique grâce à la croissance économique mondiale, mais aussi partiellement délocalisé notamment dans les pays de l'Est, et un secteur domestique freiné par une politique économique européenne peu réactive et une politique sociale nationale à la fois restrictive (hausse des prélèvements sociaux) et redistributive (lourds transferts entre l'Ouest et l'Est du pays en raison notamment de taux de chômage très inégaux: actuellement 10,4% et 20,7%). D'où aussi, comme le relèvent hayekfan et egdlt, des inégalités et des tensions sociales croissantes. Notons en passant que l'évolution a été un peu semblable, quoiqu'à un moindre degré, en France avec la même politique économique européenne et, sur le plan social, la substitution de la réduction du temps de travail à l'augmentation des salaires. Mais cette dichotomie entre les deux secteurs de l'économie allemande a ses limites. Avec un taux d'exportation atteignant en 2004 près de 40% du PIB et un excédent commercial d'environ 6% sans compter les profits élevés des sociétés multinationales, il est maintenant inévitable qu'il y ait progressivement reprise de l'investissement et même de la consommation internes. Si de surcroît la croissance mondiale ne s'affaiblit pas sensiblement - et il n'y a pas de raison majeure de le penser en dépit de la hausse du prix du pétrole -, les réformes sociales déjà réalisées d'une part, les mesures de relance décidées il y a quelques jours d'autre part devraient aussi contribuer à l'accélération progressive de la croissance et à une certaine amélioration de l'emploi. Il ne faut pas s'attendre pour autant à ce que l'Allemagne entraîne puissamment l'économie européenne. Comme sa propre croissance repose fondamentalement sur l'excédent extérieur, elle n'a jamais été, contrairement à l'économie américaine par exemple, une véritable locomotive européenne. Du moins - et c'est déjà appréciable - ne freinera-t-elle plus la progression globale de l'Europe.

En ce qui concerne les pays d'Europe centrale et orientale récemment intégrés à l'Union européenne, rien n'incite à penser qu'ils développeront au sein de l'Union les réflexes de passivité et d'assistanat acquis dans la période communiste. Les considérables progrès qu'ils ont réalisés depuis leur libéralisation ont démontré au contraire qu'ils ont très rapidement retrouvé le dynamisme et les capacités d'initiative nécessaires à une économie de marché efficiente. Il est frappant de constater que d'ores et déjà certaines entreprises hongroises ou tchèques - pour ne prendre que cet exemple - pénètrent les marchés de voisins moins développés comme la Bulgarie ou

la Roumanie et y délocalisent à leur tour une partie de leur production. Et sur le plan social, ils ont plutôt tendance à réduire les institutions de l'Etat providence. Ils enregistrent déjà depuis plusieurs années une croissance nettement supérieure à celle des autres pays de l'Union et sont donc en bonne voie pour réduire petit à petit leur retard sur leurs partenaires. Avec les investissements internationaux dont ils continueront à bénéficier et surtout avec l'aide communautaire prévue, le rattrapage économique et social pourra encore s'accélérer. Il n'y a donc aucune raison de craindre une dérive contestataire et perturbatrice de la part de ces pays au sein de l'Union, du moins sur le plan économique et social. Pour répondre à alr, je crois qu'ils adopteront plutôt le modèle irlandais ou espagnol que le scénario est-allemand.

Enfin, en ce qui concerne l'Union européenne dans son ensemble, il n'y a pas non plus de raison, me semble-t-il, de faire preuve d'un surcroît de pessimisme quant à l'avenir. Le dynamisme des pays périphériques au nord, au sud et à l'est de l'Union et le rétablissement progressif de l'Allemagne qui assure à elle seule un tiers de la production communautaire devraient entraîner des performances économiques supérieures à celles de l'année écoulée. Non qu'il faille s'attendre à des miracles. La zone euro en particulier est et restera selon toute probabilité à la traîne de l'économie mondiale, faute d'entreprendre de croître de ses propres forces. Mais cela veut dire aussi qu'elle continuera à être « traînée » par une économie mondiale dynamisée par ces grands pôles de croissance que sont les Etats-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde. Grâce aux exportations et surtout grâce aux investissements et aux placements de l'épargne dans ces zones dynamiques, l'Europe aura part à la richesse croissante du monde. En outre, la hausse probablement très régulière de l'euro attirera des masses de capitaux mondiaux en quête de sécurité et vaudra à l'Europe un constant développement de ses institutions financières. Tout cela n'est pas négligeable. Après tout, la Suisse - dont nous imitons peut-être inconsciemment le modèle - n'est pas le pays le plus malheureux de la planète. Mais il faudra s'y faire: si elle ne change pas d'ambition et de politique, l'Europe ne sera plus jamais le centre du monde!

Une remarque pour finir: comme didier, je pense que le couple franco-allemand a épuisé ses vertus créatives et qu'il est temps de dépasser dans l'Union européenne la distinction entre grands et petits pays. D'ailleurs, au moins en matière économique, les performances sont depuis quelque temps déjà inversement proportionnelles à la taille. Ceci dit, cela ne change rien au fait que ces deux pays représentent à eux seuls près de la moitié de l'économie européenne et que, dans ce domaine au moins, rien ne pourra se faire dans l'Union sans eux et a fortiori contre eux.